

À PARTIR DE SAMEDI 12 JANVIER

La semaine de toutes les grèves

Les syndicats autonomes sont unanimes à l'affirmer : les pouvoirs publics n'ont pas respecté leurs promesses. L'augmentation des salaires, revendiquée depuis 2003, n'est pour l'heure qu'un «leurre». L'érosion et le laminage du pouvoir d'achat des Algériens en général et des fonctionnaires en particulier est la principale cause du débrayage du 15

janvier prochain ainsi que des autres actions de protestation qui pourraient suivre. De plus, les fonctionnaires rejettent la grille des salaires proposée à la Fonction publique, laquelle ne répond pas à leurs attentes. «Les augmentations proposées sont insignifiantes en comparaison avec l'inflation galopante sur le marché algérien», a souligné le porte-parole de

la Coordination nationale des 12 syndicats autonomes de la Fonction publique. «Le régime indemnitaire est ignoré par la grille des salaires et du projet des statuts particuliers», a ajouté Meriane Meziane. En se basant sur les calculs élaborés par ces syndicats, l'augmentation réelle serait de 3 000 DA si les indemnités sont

diluées dans le salaire de base. Il a rappelé que même les autres primes sont calculées aussi dans les retraites. «Nous avons besoin de vivre maintenant», a-t-il martelé. Les syndicats militent aussi pour leur association dans les prises de décision se rapportant à leur vécu professionnel.

Meriem Ouyahia

M. KEDDAD, PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES PSYCHOLOGUES (SNAPSY)

«Nous avons été longtemps marginalisés»

«Notre participation à la grève du 15 janvier répond à deux revendications essentielles et urgentes. Il s'agit de dénoncer d'abord la marginalisation dont notre syndicat fait l'objet de la part des pouvoirs publics et ensuite d'afficher notre refus de la nouvelle grille des salaires qui s'inscrit dans le même ordre. Nous nous demandons à quoi servent les agréments que les pouvoirs publics accordent aux syndicats autonomes, si ceux-ci ne sont ni consultés, ni associés à la prise de décision. Nous sommes traités comme des étrangers, alors que nous sommes des fonctionnaires et notre lutte syndicale est légitime et conforme aux lois de la République. Nous faisons face à un comportement schizophrène des pouvoirs publics. Depuis 2004, nous n'arrêtons pas de faire parvenir nos revendications au ministère de la Santé et aucune revendication n'a été, à ce jour, prise en considération. D'ailleurs au-delà de la date du 15, nous avons déjà programmé un sit-in devant le ministère, le 27 janvier prochain.»

DR. MERABET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE (SNPSP)

«Tous les partenaires sociaux doivent être associés au dialogue»

«On est profondément déçu de la situation dans laquelle les pouvoirs publics nous ont entraîné par rapport à notre légitimité sur le terrain. En choisissant l'Ugta comme seul interlocuteur social, le pouvoir continue de nier la représentativité des syndicats autonomes. Nous sommes pourtant une force de proposition et des représentants légaux des fonctionnaires. Nous dénonçons le déni d'existence que nous infligent les pouvoirs publics. La marginalisation et l'exclusion des syndicats autonomes de la concertation sociale se sont ainsi traduites par la nouvelle grille des salaires qui est en deçà des attentes des fonctionnaires et qui ne répond pas à leurs aspirations. A travers cette journée de protestation, nous allons confirmer que les fonctionnaires ne sont pas représentés par l'Ugta et que toute réflexion et concertation doivent associer tous les partenaires sociaux. C'est une occasion aussi de dénoncer la grille des salaires dans son fond et sa forme. Celle-ci a été imposée. Elle est même dépassée par les événements en vue des facteurs économiques affichés au rouge depuis quelques mois.»

RAHMANI PORTE-PAROLE DU CONSEIL DES ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR (CNES) :

«Le front social est en ébullition»

«La coordination des syndicats est notre famille naturelle et nous adhérons totalement à l'initiative d'observer un mouvement de grève. C'est une initiative responsable et nos objectifs sont clairs. Nous assistons aujourd'hui à une marginalisation des syndicats alors qu'ils représentent les fonctionnaires. Il est aussi à noter que ce mouvement de grève nous mènera dans une telle dynamique que nous serons incapables de contenir le front social qui est en ébullition.»

MEZIANE MERIANE, PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE (SNAPEST) :

«Nous dénonçons la marginalisation des syndicats»

«Nous sommes partie prenante du regroupement des syndicats et nous avons décidé il y a déjà de cela un bon bout de temps, lors de la tenue de notre conseil national, d'aller vers la grève. Nous avons toutefois préféré agir en rangs serrés avec les autres syndicats. Initialement, nous avions opté pour la date du 15 pour aller avec le CLA à la grève. Notre syndicat a entamé ses actions pour faire aboutir nos revendications et démontrer que

les véritables représentants des travailleurs sont les syndicats autonomes. D'un autre côté, nous sommes menacés par l'érosion du pouvoir d'achat et le quotidien du fonctionnaire devient ainsi insupportable. Et il est donc certain que la nouvelle grille des salaires ne répond pas aux attentes des fonctionnaires. Quand nous nous sommes mis autour d'une table pour évaluer la situation, nous sommes rendus compte que les

augmentations sont un véritable leurre. Nous dénonçons aussi la marginalisation des syndicats et le mépris affiché à leur égard par les autorités. Nous allons donc vers la grève qui reste la seule alternative et nous n'en resterons pas là dans le cas où nos revendications seront encore ignorées.»

Propos recueillis par
Rosa Mansouri et F. Zohra. B.

PR. ZIDOUNI, PORTE-PAROLE DU SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ PUBLIQUE (SNPSSP)

«C'est la déception des fonctionnaires»

«Lorsque nous avons été sollicités pour émettre des propositions afin de redonner à la communauté universitaire, aux praticiens et spécialistes de la santé publique, leur dignité dans l'exercice de leur profession, nous avons cru à la bonne volonté des pouvoirs publics de remédier à une situation précaire qui dure depuis des années, il n'en est rien de cela. C'est la déception de tous les fonctionnaires. Nos doléances n'ont pas été prises en charge et nous n'allons pas accepter ce marché de dupe qui nous a été imposé dans le cadre de la nouvelle grille des salaires. Autre chose, nous n'acceptons pas qu'un syndicat comme l'Ugta parle au nom de tous les fonctionnaires. L'Ugta ne représente que ses adhérents et nous refusons que ce syndicat négocie quoi que ce soit au nom des autres syndicats autonomes qui ont toute leur légitimité pour se prononcer sur les questions qui les concernent. Nous estimons que la concentration du dialogue sur les indemnités est une énième fuite en avant par rapport au rôle des syndicats autonomes dans le dialogue social.»

IDER, PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION (UNPEF) :

«La grève, comme seule alternative»

«Nous sommes parmi les instigateurs de l'union des syndicats et notre but est en premier lieu de donner une assise à notre action syndicale et ce surtout dans la Fonction publique. Nous voulons initier un dialogue «hors UGTA» en vue de trouver les mécanismes d'élaboration des nouveaux statuts selon les attentes des travailleurs, puisque cela n'a pas été le cas. Les syndicats autonomes ont été marginalisés alors que les fonctionnaires se plaignent des salaires dérisoires. Les syndicats n'ont donc pas eu d'autre alternative que de se regrouper pour défendre les droits des fonctionnaires qui ont été bafoués. Les pouvoirs publics s'entêtent à ignorer les travailleurs et la seule alternative reste donc la grève. Nous avons sollicité les partis politiques, le chef du gouvernement ... sans résultat.»

M. KADDOUR, PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL DES VÉTÉRINAIRES :

«Nous attendons du concret»

«Nous n'avons pas pu réunir notre conseil national pour donner le mot d'ordre pour la grève du 15 janvier, mais nous sommes partie prenante de toutes les actions de la coordination intersyndicale. Nous participerons à tous les mouvements futurs allant dans la logique de dénonciation des pratiques marginales du pouvoir. Nous avons déposé un projet comportant nos propositions pour le statut particulier et le régime indemnitaire. Dans le cas où celles-ci ne seront pas prises en compte, notre syndicat entamera alors un mouvement de grève, qui va durer jusqu'à l'aboutissement de nos revendications.»

M. BELAOURI (SNAPAP)

«L'administration sera paralysée»

«La journée de protestation du 15 janvier sera celle de toute la fonction publique, sur le territoire national. Ce qui caractérise notre syndicat des autres, c'est le fait qu'il représente divers secteurs d'activités. Notre action se porte sur trois principales revendications. Nous nous soulevons contre la dégradation du pouvoir d'achat et les insignifiantes augmentations de salaires dans la nouvelle grille. Ce que nous dénonçons fortement, c'est cette persistance du pouvoir à négocier avec un seul syndicat qui est l'Ugta et ignorer le rôle des syndicats autonomes. Par cette mobilisation générale de nos forces, notre reconnaissance doit être évidente. C'est toute l'administration qui sera paralysée le 15 janvier. Les secteurs concernés sont : l'administration relevant du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales, les finances, les douanes, la formation professionnelle, les affaires religieuses, la protection civile, les travaux publics et la jeunesse et les sports. Tous seront au rendez-vous de la grève et manifesteront leur refus d'un dialogue qui va dans un seul sens et qui surtout n'associe aucun syndicat autonome.»

LES LYCÉES PARALYSÉS LES 12 ET 13 JANVIER PROCHAINS

Le Cnapest maintient sa grève de deux jours

C'est en solo que le Conseil national autonome des professeurs de l'Enseignement secondaire et technique (Cnapest) organisera les 12 et 13 janvier prochains un débrayage dans les lycées. Le syndicat, qui entend protester contre la grille de salaires, le régime indemnitaire et le statut de l'enseignant, se démarque de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique qui appelle à une grève le 15 janvier.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le Cnapest qui dit souhaiter beaucoup de succès à l'initiative de ses camarades de combat, explique son refus de se joindre au front de la protestation par le fait que les syndicats qui y sont réunis n'avaient pas jugé utile de l'inviter pour la première réunion.

Le secrétaire national à l'information et à la communication, M. Lamdani a reconnu que les objectifs étaient les mêmes mais que la manière de les concrétiser différait. «Nous ne sommes pas des suiveurs. On ne peut prendre le train en marche. Pour décider de la grève les 12 et 13 du mois en cours, nous avons dû réunir le conseil national. Les décisions ne se prennent pas en comité restreint au Cnapest» dit-il en réponse sur d'éventuelles divergences entre les différents syndicats autonomes.

Certainement pas dans le fond mais dans la forme, l'expérience a démontré que les syndicats avaient du mal à parler d'une seule voix. Ceux de la Fonction publique se battent pourtant pour la même cause : le statut de la Fonction publique.

Pour M. Lamdani, ce qui motive le mouvement de protestation, c'est avant tout la dégradation du pouvoir d'achat des enseignants malmenés par les incessantes augmentations de salaires et les promesses non tenues par les pouvoirs publics. Il considère en effet que l'enseignant vit dans la «précarité» en dépit des «pseudo» augmentations.

«En théorie, nos salaires de base sont à 26 000 DA mais les pouvoirs publics l'ont en fait escamoté de 15 000 DA en incluant l'ISS et l'ICR, sans compter ce qui est défalqué pour la Sécurité sociale et l'IRG» explique M. Lamdani qui ajoute que les enseignants qui avaient été déçus par les augmentations incluses dans la Fonction publique, espéraient que les lacunes seraient rectifiées soit par le biais des régimes indemnitaires soit par le statut particulier, ce qui n'a pas été concrétisé. Il estime en effet que le projet de statut particulier a annoncé la couleur. «Nous sommes revenus à la case départ. C'est dommage que le ministère de l'Éducation ne nous reconnaisse pas comme partenaire social. Je pense que c'est la question de la distribution de la richesse qui se pose» conclut M. Lamdani qui appelle à la mobilisation de tous.

N. I.